

VOLONTE, AUTORITE, DIGNITE

A l'heure où de nombreuses menaces pèsent sur notre pays, le pouvoir politique semble tâtonner pour trouver les réponses à apporter pour protéger la population et permettre à chacun de vivre en paix et en sécurité. De toutes parts, les responsables (ou prétendus tels) surenchérissent en propos velléitaires qu'ils ne mettent que rarement en pratique, même lorsqu'ils détiennent le pouvoir.

Car il manque à tous **la VOLONTE**.

Une volonté qui doit tout d'abord s'efforcer, au-delà des prismes idéologiques des uns et des autres, de définir le problème posé, qui est bien plus vaste que le simple constat des symptômes immédiats.

Volonté ensuite d'exprimer un choix clair, de dire quel chemin doit être suivi, en fixant les priorités face à la diversité des tâches à accomplir.

Volonté encore de rassembler toutes les forces de la Nation, en dépassant les divisions internes, de se donner notamment des moyens législatifs et financiers exceptionnels.

Volonté enfin de prendre la direction des opérations et de persévérer dans l'effort, en refusant toute volte-face sous la pression médiatique, voire populaire.

Mais pour exercer cette volonté, il faut aussi posséder **l'AUTORITE** suffisante, dans les deux sens de ce terme : avoir de l'autorité et faire autorité.

Ce qui suppose d'être indiscutable. Donc de dire la vérité. De ne pas prêter le flanc à la critique par des comportements ou des propos inadaptés et excessifs.

C'est aussi avoir la compétence. Donc connaître le sujet, au-delà des fiches de style énarquien, en se limitant aux sujets majeurs, régaliens, qui seuls concernent la direction du pays.

Ou, à défaut, de s'entourer de conseils et d'experts pourvu qu'ils ne soient ni partisans ni courtisans.

C'est, enfin, rétablir l'autorité de l'Etat, en faisant respecter ses décisions et en ne tergiversant pas comme l'ont montré différents exemples récents (ZAD – manifestations contre la loi travail – phénomène de Nuit debout).

C'est donc aussi sanctionner les écarts, au sein du gouvernement pour commencer, puis, plus largement, au sein des partis, afin que le discours de la Nation soit unique face à la menace.

Mais Volonté et Autorité doivent aussi s'accompagner de **la DIGNITE** inhérente à la fonction suprême.

Le responsable de la France doit, en recevant cette charge, en percevoir le poids au travers des mille ans d'histoire de notre pays. Il doit savoir s'incliner devant le peuple qui l'a placé à sa tête et, en toutes circonstances, exprimer la volonté de celui-ci, notamment à travers la loi, dont il est le garant.

La dignité passe d'abord par le respect des symboles et des institutions.

La remise du grand collier de la Légion d'honneur au nouvel élu à la tête de la République française en est l'expression concrète : en le recevant, l'élu du peuple incline la tête devant ce même peuple et ressent le poids qui s'abat sur ses épaules. Y déroger témoigne de l'absence de compréhension de ce que représente cette « intronisation » et augure mal de l'avenir...

De même, le responsable de la 4^{ème} ou 5^{ème} puissance mondiale ne saurait résumer sa pensée en moins de 140 signes, comme l'impose la pratique médiatique des « tweets » qui semblent désormais tenir lieu de réflexion politique et porte atteinte à la dignité de la fonction présidentielle.

La dignité, c'est aussi prendre un peu de hauteur par rapport aux événements quotidiens. Donc ne pas intervenir sur tout et partout, au moindre accident ou événement tant soit peu médiatisé. Prendre le temps de l'information, puis de la réflexion et enfin, de la décision, ferme et irrévocable.

La dignité, c'est enfin le respect des personnes, de toutes les personnes, alliées comme adversaires, puissants ou pauvres, français ou étrangers, en leur témoignant intérêt et sollicitude, et non pas seulement une compassion médiatique souvent irraisonnée.

*

Avoir la volonté, posséder l'autorité de la faire appliquer et enfin faire preuve, en toutes circonstances, de dignité ; ne serait-ce pas la recette qui fait aujourd'hui défaut à ceux qui prétendent gouverner la France et dont nous attendons que, issus du peuple et désignés par le peuple, ils se situent au-dessus de nous?

*Henry-Jean FOURNIER
Officier général en 2^{ème} section*